

Synthèse régionale

Une activité mieux orientée

L'activité de la Guadeloupe a été plutôt bien orientée en 2015. L'emploi reste peu dynamique, le chômage toujours aussi élevé, mais des signes positifs sont ressentis sur la consommation des ménages, l'activité, le financement, et la démographie des entreprises. Le commerce et le transport sont plutôt dynamiques, mais l'agriculture a souffert d'une longue sécheresse, et la construction a des carnets de commande très peu remplis.

Jean-Eric Place, Insee

En 2015, la situation économique en Guadeloupe montre quelques signes d'amélioration, mais le redressement de l'activité ne se fait pas encore ressentir. Le contexte extérieur est contrasté : l'environnement national est plutôt porteur, avec une reprise de 1,3 % de l'activité en France, tandis que la croissance dans les pays émergents a connu un coup de frein, notamment au Brésil et en Chine. L'activité en Europe bénéficie de la conjonction de deux facteurs favorables : des politiques monétaires accommodantes et une forte baisse des prix du pétrole.

Léger repli de l'emploi salarié

L'emploi salarié marchand en Guadeloupe baisse de 0,6 % par rapport à 2014 en moyenne annuelle. La construction s'est montrée résiliente, alors que depuis 2011, c'est le secteur dans lequel les effectifs ont été le plus durement touchés, avec une baisse de 15 % sur 4 ans. Avec 4 trimestres successifs de hausse en 2015, la tendance à la baisse des effectifs dans la construction est interrompue, mais la hausse reste limitée et fragile. Au 4^e trimestre 2015, en glissement annuel, l'industrie a vu ses effectifs baisser, tandis que dans le tertiaire marchand les évolutions sont favorables pour le commerce, l'hébergement et la restauration, ou encore les activités immobilières. A contrario, l'évolution des effectifs est défavorable dans le secteur de l'information et de la communication.

Stabilité du chômage

Le taux de chômage reste structurellement élevé, mais stable à 23,7 %, plus élevé qu'en Martinique (18,9 %) et qu'en Guyane (21,9 %). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi progresse de près de 1 %, avec une évolution favorable pour les moins de 25 ans, mais une dégradation rapide pour les seniors (50 ans et plus) dont les effectifs augmentent de près de 10 % cette année. Signe de la persistance et de l'enkystement d'un chômage élevé, les demandeurs d'emploi de très longue durée, c'est-à-dire de deux ans ou plus, augmentent rapidement (+ 7,2 %). Les contrats aidés et les contrats d'apprentissage ont fortement

baissé, respectivement de 6,1 % et de 25,3 %.

La consommation des ménages est soutenue

En 2015, les importations d'automobiles sont en hausse de 11 %, les importations alimentaires en hausse de 3 % ou encore la distribution de crédits à la consommation, en hausse de 7,8 % en 2015, contre 1,4 % en 2014. Cette consommation s'est faite dans le contexte d'une inflation très mesurée : + 0,3 % en moyenne annuelle. La modération est largement imputable à la baisse du prix des produits pétroliers. A côté de la consommation, le financement des entreprises continue de croître en 2015 : les financements consentis aux entreprises ont un peu ralenti (+ 2,7 % contre + 6,0 % en 2014), mais les crédits d'investissement restent dynamiques (+ 8,5 % pour + 5,9 % en 2014).

Chute de la création de micro entreprises

La création d'entreprises sous la forme de sociétés augmente de 17 %, avec près de 1 600 immatriculations. Les créations d'entreprises individuelles hors micro-entreprises sont également à la hausse, de 9 %. Seules les créations de micro-entreprises s'inscrivent en très forte baisse (- 30 %), entraînant un léger repli du nombre global de créations d'entreprises (- 1,7 %).

La création de micro-entreprises, souvent par des chômeurs, s'essouffle depuis le début du dispositif. Les créations sont dynamiques dans le secteur de la construction cette année après une forte baisse, en lien avec l'évolution de l'emploi salarié dans ce secteur.

Le secteur de la construction est volatil

Si l'emploi salarié de la construction a enrayé la baisse en 2015, les logements autorisés, qui sont un indicateur avancé de l'activité dans la construction, sont au plus bas, fléchissant de 33 % par rapport à 2014. Cette baisse concerne à la fois les logements collectifs et les logements individuels et concerne toute la Guadeloupe, de Cap Excellence à Marie-Galante.

La production agricole est affectée par les conditions climatiques

La Guadeloupe a connu en 2015 une sécheresse exceptionnelle qui a affecté la production agricole. La campagne cannière est restée proche de celle de 2014, avec 586 000 tonnes de canne à sucre broyées dans les usines du Moule et de Marie-Galante, mais en retrait de 6 % par rapport à la moyenne de la décennie ; le déficit pluviométrique des sols a perturbé la replantation après la coupe. Les conditions météorologiques ont aussi perturbé la production bananière : les expéditions de bananes de la Guadeloupe baissent de 15 %. Quant à l'élevage, il poursuit sa tendance baissière, surtout pour la production bovine (- 6 %).

Le secteur du transport, portuaire comme aérien, est bien orienté

Le fret maritime est en hausse de 9 % et le transport de conteneurs de 10 %. Le transbordement se développe et dépasse pour la première fois 30 % du trafic de marchandises, activité sur laquelle le Grand Port Maritime de Guadeloupe (GPMG) s'est positionné. En revanche, le fret aérien est en baisse de 8 % en raison de la concurrence du trafic maritime, et de la moindre exportation de melons.

Concernant le transport de passagers, le trafic maritime est en progression, de 6 % pour le trafic intra-archipel, vers Marie-Galante, les Saintes ou la Désirade, mais surtout de + 32 % concernant la fréquentation des croisiéristes.

Le transport aérien de passagers est également en progression et franchit pour la troisième année consécutive le cap des deux millions de passagers, dans un contexte d'une hausse du trafic des aéroports d'outre-mer, métropolitains et européens. L'ouverture de lignes par la compagnie low cost Norwegian vers New-York, Boston et Baltimore a fortement contribué à faire progresser les destinations nord-américaines de 20 %, et la tendance s'est poursuivie début 2016. Les liaisons avec Fort-de-France et Saint-Martin-Grand-Case ont progressé de 4 % et 3 %, alors que les liaisons Europe ont diminué de 2 %.

Contexte national et international

Consolidation de la croissance nationale dans un contexte mondial atone

Jean-Baptiste Berry, Insee

En 2015, l'activité économique mondiale reste atone tandis que celle de la zone euro reprend du souffle. L'activité économique française augmente de 1,3 %. Dans les pays dits « émergents » et les pays « en développement », qui représentent toutefois plus de 70 % de la croissance mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays aux économies dites « avancées ». Trois transitions importantes continuent d'influer sur l'activité mondiale et ses perspectives. La première concerne le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine et la réorientation progressive de l'investissement et de l'industrie manufacturière vers la consommation et les services. La seconde porte sur la forte baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base. La troisième est relative au décalage des politiques monétaires entre d'une part un durcissement progressif de la politique monétaire des États-Unis dans le contexte d'une faible reprise, et d'autre part l'assouplissement de celles de plusieurs autres grands pays avancés.

Une activité mondiale modérée en 2015

À l'échelle mondiale, l'activité économique a progressé de +3,1 %, soit la plus faible progression depuis la récession de 2009. L'activité manufacturière et le commerce restent faibles en 2015 en raison d'une demande et d'un investissement modérés, notamment une baisse de l'investissement dans les industries extractives. En outre, la baisse spectaculaire des importations dans plusieurs pays dits émergents et pays en développement qui connaissent des difficultés économiques pèse sur le commerce mondial : ce dernier a fortement reculé au premier semestre 2015 avant de rebondir au second semestre à la faveur du rétablissement des échanges en Asie. Sur l'ensemble de l'année, les échanges mondiaux ont progressé de 2,5 %, après +3,2 % en 2014 et +2,4 % en 2013.

Les prix du pétrole ont diminué sensiblement en 2015, en raison d'anticipation sur des

hausse soutenues de la production des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, tandis que la production pétrolière mondiale continue de dépasser la consommation. Les prix des autres produits de base, en particulier des métaux, ont aussi reculé. La baisse des prix du pétrole met à rude épreuve la situation budgétaire des pays exportateurs de carburants et pèse sur leurs perspectives de croissance. Dans les pays importateurs, surtout dans les pays dits avancés, où les baisses des prix sont répercutées intégralement sur les usagers, cette baisse soutient la demande des ménages et réduit les coûts de l'énergie pour les entreprises.

L'assouplissement monétaire dans la zone euro et au Japon se poursuit en 2015, tandis qu'en toute fin d'année, la Réserve fédérale américaine s'est affranchie de la borne du zéro en relevant le taux des fonds fédéraux. Globalement, les conditions financières dans les pays avancés restent très accommodantes. Les perspectives d'un relèvement progressif des taux directeurs aux États-Unis, ainsi que des accès de volatilité financière sur fond des craintes relatives aux perspectives de croissance dans les pays émergents, ont contribué à une baisse des flux de capitaux et à de nouvelles dépréciations monétaires dans beaucoup de pays dits émergents.

Regain en zone euro

L'activité économique est restée maussade dans les pays dits émergents, notamment en Chine où l'activité a encore ralenti, et dans les pays producteurs de pétrole qui ont pâti de la faiblesse de son cours. L'activité des économies dites avancées s'est consolidée après 2014, même si leurs exportations vers les pays dits émergents ont fléchi. La croissance des pays anglo-saxons s'est affaïssée du fait de leur investissement productif ; en moyenne sur l'année 2015, l'activité des États-Unis a autant progressé qu'en 2014 (+2,4 %), la consommation des ménages contribuant pour l'essentiel. L'économie japonaise a reculé.

Au sein de la zone euro, dans ce contexte de faiblesse des coûts de l'énergie pour les entreprises et d'assouplissement monétaire, le PIB a crû de 1,6 % en 2015 après 0,9 % en 2014 et deux années de récession économiques en 2012 et 2013. La croissance s'est maintenue en Allemagne et en France et est restée vive en Espagne.

Consolidation de la croissance nationale

La croissance de l'activité économique pour l'année 2015 s'élève à +1,3 %, après +0,6 % en 2014. La dépense de consommation des ménages accélère nettement (+1,5 % après +0,7 % en 2014) et l'investissement se redresse (+1,0 % après -0,3 %). La contribution du commerce extérieur reste négative (-0,3 point). À l'inverse, celle des variations de stocks demeure légèrement positive (+0,1 point). La consommation des ménages est soutenue par un pouvoir d'achat de nouveau en hausse, car les revenus d'activité sont restés dynamiques en 2015, tandis que l'inflation a été quasi nulle du fait de sa composante énergétique.

Le dynamisme du pouvoir d'achat et ses conséquences

En 2015, le pouvoir d'achat des ménages a de nouveau accéléré : il augmente de 1,6 % en moyenne annuelle (après +0,7 % en 2014 et -0,4 % en 2013), ce qui constitue sa plus forte hausse depuis 2007. En effet, les revenus de la propriété ont rebondi, stimulés par les renégociations de crédit immobilier, tandis que les revenus d'activité sont restés dynamiques.

La consommation des ménages français a accéléré en moyenne sur l'année (+1,5 %) dans le sillage de leur pouvoir d'achat, mais a trébuché au dernier trimestre (-0,2 %). Avec la douceur des températures hexagonales, les dépenses de chauffage et d'habillement ont globalement baissé.

Le regain de pouvoir d'achat des ménages a également alimenté leur épargne : en moyenne en 2015, le taux d'épargne se serait établi à 14,5 %, stable par rapport à 2014.

Sursaut du taux de marge des entreprises françaises en 2015

Fin 2015, le taux de marge des sociétés non financières dépasse les 31 %, en augmentation de 1,8 point sur un an, ce qui serait sa plus forte hausse depuis 1986. Cette forte hausse du taux de marge des sociétés non financières a été portée par la baisse du prix du pétrole, la montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, et la réduction des cotisations sociales patronales dans le cadre du pacte de responsabilité et de solidarité. Le taux de marge des sociétés non financières s'est ainsi nettement rapproché de son niveau moyen d'avant-crise (32,7 % entre 1988 et 2007).

Depuis début 2015, l'investissement des entreprises augmente significativement, soutenu par de meilleures perspectives de demande, la plus grande capacité à autofinancer leurs projets qu'apporte un taux de marge accru, la baisse des coûts d'emprunt, et l'incitation fiscale du suramortissement de 40 %.

L'activité se contracte en Amérique latine

En 2015, avec une contraction de -0,1 %, le rythme de l'activité économique dans la zone Amérique Latine et Caraïbes est le plus faible enregistré depuis les crises majeures des années 1983 et 2009. Cependant, les grands pays d'Amérique du Sud continuent de recevoir d'importants volumes d'investissements et leur marché de la dette privée est soutenu par le contexte général de taux historiquement bas. La baisse des prix des matières premières a constitué un important soutien aux pays consommateurs de la région.

L'activité globale marque le pas en raison du fort ralentissement des investissements étrangers liés aux mauvaises perspectives, en particulier au Brésil et au Venezuela sensibles à la chute du prix des matières premières. Dans ce contexte, les monnaies au change flottant se sont vues fortement dépréciées. Les conditions de financement se dégradent, la hausse des primes de risque, en particulier pour les dettes souveraines alourdissent les charges de la dette. Au Brésil, la récession se prolonge dans un contexte de tensions politiques et de détérioration des finances publiques. Malgré le redressement du commerce extérieur, la production industrielle diminue et la demande intérieure reste dégradée.

Conjoncture et perspectives 2016

Début 2016, le climat des affaires mondial s'est altéré, ce qui suggère une progression des échanges encore poussive. Mais comme le cours du pétrole a baissé à nouveau, l'inflation reste très faible et le pouvoir d'achat des ménages se renforce dans les pays avancés. La croissance resterait modérée aux États-Unis et au Royaume-Uni, au regard du rythme atteint jusque mi-2015, car la demande des entreprises est en nette baisse de régime. Dans la zone euro, l'activité retrouverait un peu de tonus avec l'accélération de la consommation et la reprise de l'investissement, mais le commerce extérieur pèserait sur la croissance.

La croissance française gagnerait un peu de tonus au premier semestre 2016 (+0,4 % par trimestre). Après une année de reprise en 2015 (+1,3 %), l'acquis de croissance pour 2016 serait proche de ce niveau dès la mi-année. Avec la légère accélération de l'activité et le développement des dispositifs visant à enrichir la croissance en emplois, l'emploi marchand continuerait de progresser quasiment sur le même rythme que fin 2015. L'emploi total augmenterait plus vite que la population active et le taux de chômage baisserait de nouveau modérément pour atteindre 10,2 % mi-2016 sur l'ensemble de la France.

Divers aléas sont associés à ce scénario. D'abord, le ralentissement des économies émergentes et son impact sur les exportations européennes, notamment allemandes, pourraient être plus amples que prévu, ce qui entraverait un peu plus qu'anticipé la hausse du commerce mondial et celle de l'activité européenne. À l'inverse, alors qu'une légère remontée du taux d'épargne est prévue, les ménages européens et en particulier français pourraient consommer un peu plus rapidement qu'anticipé les gains de pouvoir d'achat.

1 Consolidation de la croissance nationale en 2015

Le Produit intérieur brut et l'évolution de ses composantes (Variations n/n-1 en volumes chaînés, en %)

	2013	2014	2015
Produit intérieur brut	0,6	0,6	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6
Dép. conso. ménages	0,5	0,7	1,5
Dép. conso. APU*	1,5	1,2	1,4
FBCF totale	-0,8	-0,3	1,0
dont ENF*	0,2	1,6	2,8
dont ménages	-0,5	-3,5	-0,8
dont APU*	-0,7	-5,7	-3,8
Exportations	1,9	3,3	6,1
Contribution des variations de stocks	0,2	0,5	0,1

Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org).

2 Les prix du pétrole plongent en 2015

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (Texas) (calcul à pondération égale) Base 100 en 2000 \$ / baril



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat.unctad.org)

3 Croissance mondiale atone

Croissance du PIB en 2012, 2013 et 2014, projections pour 2015 et 2016 (en %)

	2012	2013	2014	2015	2016
Monde	3,5	3,3	3,4	3,1	3,2
Économies avancées	1,2	1,2	1,8	1,9	1,9
États Unis	2,2	1,5	2,4	2,4	2,4
Zone Euro, dont :	-0,9	-0,3	0,9	1,6	1,5
France (*)	0,2	0,6	0,6	1,3	1,1
Allemagne	0,6	0,4	1,6	1,5	1,5
Japon	1,8	1,6	-0,1	1,0	1,2
Pays émergents ou en développement	5,3	4,9	4,6	4,0	4,1
Chine	7,7	7,7	7,3	6,9	6,5
Inde	5,6	6,6	7,2	7,3	7,5
Amérique Latine - Caraïbes	3,2	3,0	1,3	-0,1	-0,5
Brésil	1,9	3,0	0,1	-3,8	-3,8
Venezuela	5,6	1,3	-3,9	-5,7	-8,0
Suriname	3,1	2,8	1,8	0,1	-2,0
Caraïbes¹	1,7	3,4	5,1	5,1	4,4
Haïti	2,9	4,2	2,8	1,0	2,3
République Dominicaine	7,1	8,5	9,2	7,7	4,9
Antigua et Barbuda	3,6	1,5	4,2	2,2	2,0
Dominique	-1,3	0,6	3,9	-4,3	4,9
Sainte-Lucie	-1,1	0,1	0,5	1,6	1,4
Barbade	0,3	0,0	0,2	0,5	2,1
Trinidad et Tobago	1,3	2,3	-1,0	-1,8	-1,1

¹ Antigua et Barbuda, The Bahamas, Barbados, Dominica, the Dominican Republic, Grenada, Haiti, Jamaica, St. Kitts and Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines and Trinidad et Tobago.

Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2016 sauf (*) Insee, comptes nationaux, base 2010.

Pour en savoir plus

- Note de conjoncture décembre 2015 et mars 2016, Insee.
- Insee Résultats n°127, mai 2016, Comptes nationaux annuels.